

CORRIGÉ

■ SUJET 1

Le Moyen orient depuis les années 90 : vers un nouvel ordre régional ?

Même si le temps long intervient, sujet circonscrit : de l'invasion du Koweït à aujourd'hui :

- Un quart de siècle, a priori pas de statu quo... les aléas pétroliers, les ondes de choc des interventions américaines et ses alliés et particulièrement 2003 année décisive pour expliquer le chaos régional, la chute des néoconservateurs et l'échec du state et democracy building, les re-légitimations de la puissance iranienne, le retour de la Russie dans le jeu, les échecs européens à dresser une feuille de route, les tensions sunnites chiïtes versus Iran Arabie Saoudite et l'enracinement moins problématique qu'il n'y paraît de l'État islamique... Le terreau du drame syrie... justifiaient à eux seuls l'isolement de la période
- Un thème laissé de côté par les jurys même si Ecricome avait déjà jadis posé sous la plume de J F Malterre le beau sujet « Moyen orient, otage de ses ressources et des rapports de force entre puissances ». Visiblement ce diagnostic a été partagé puisque 2 sujets et demi (cf. partie orientale de la Méditerranée à l'ESSEC) ont impliqué Proche et Moyen-Orient. Une fois de plus c'est un appel à une concertation des jurys dans la plus grande discrétion : ce qui était une précaution devient à mon avis une nécessité
- Une formulation simple mais qui pouvait être sélective en insistant sur nouvel ordre régional même si ordre régional est un peu provocateur au regard du chaos ; on privilégiera donc les candidats qui ont essayé de ne pas faire un tableau du Moyen-Orient, mais de saisir les forces ou virtualités de changement depuis 25 ans... l'Orient a beau être complexe, il bouge, il se redéfinit, s'organise-t-il pour autant ?
- Une absence de bornage de la notion de Moyen Orient même si elle est à géométrie variable suivant les écoles géopolitiques et les projets dans lesquels elle s'inscrit (cf. GMO

Great Middle East) des États-Unis néoconservateurs pas totalement abandonnés par B. Obama. Mais on peut penser que les candidats avaient passé et repassé du temps sur la définition géographique de cet ensemble : le « middle east » anglais zone médiane entre Proche et Extrême orient, centrée sur le Golfe Persique. Même si la délimitation de cet espace est à géométrie géopolitique variable on peut s'accorder sur une conception large de l'Égypte à l'Irak de la Turquie au Yémen qui constitue le sud de la péninsule arabique. L'Afghanistan même polarisé par la géopolitique du monde indien au regard des interventions occidentales post-attentats du 11/09 peut y être intégré. On ne sanctionnera pas les élèves qui auront fusionné Proche et Moyen orient et même si cela paraît un peu osé on s'accommodera des étudiants qui auront évoqué le Moyen orient américain du Maroc au Pakistan, thématique de guerre froide réhabilitée par les néoconservateurs ;

- Le point d'interrogation laissait ouvert le débat la possibilité de réfuter toute recomposition régionale toute stabilisation de déboucher sur le grand chaos lié aux influences et ingérences extérieures mais pas seulement !

Plus important que tout pour la correction au regard de la pluralité des plans possible

Les 10 idées qui pouvaient figurer et ont été valorisées :

1. Le passage d'un ordre unipolaire et un unilatéralisme américain, facteur d'ordre et de désordre à un ordre multipolaire rendant difficile la création d'un ordre régional, voire apolaire rendant impossible toute conjecture.
2. La difficulté de voir émerger des puissances régionales, de gendarmes locaux aptes à donner sens à la région : Israël et son isolement, l'Iran et puissance à peine retrouvée, l'Arabie Saoudite et ses problèmes de succession et de revenus pétroliers, la Turquie et sa position au balcon sans suivre vraiment de cap précis (cf. par rapport à Israël ou dans le rapport aux printemps arabes) les États-Unis dont les soutiens sont à géométrie variables et la Syrie disparue dans son rôle de leader régional depuis les confrontations intestines de 2011, l'Irak qui se dilue dans les conflits intercommunautaires et l'agression de l'Irène qui se nourrit de l'impuissance de l'Irak et de l'échec américain.

3. La sédimentation de visions qui ne se complètent pas mais souvent s'excluent pour l'avenir de la région : du GMO du state and building américain à l'espoir avorté des printemps arabes, à la constitution de fronts (sunnite ou arc chiite) ou du grand califat, ou de modèle turc nostalgique des heures de gloire ottomane...
4. Les enjeux qui complexifient la donne : pétroliers, stratégiques, charnière du choc des civilisations, pont vers l'Asie, routes commerciales, leadership religieux dans l'oumma...
5. Les printemps arabes et l'échec de ce nouvel ordre régional avec l'autisme des pays de la péninsule et des EAU ou l'aventure tragique syrienne et les trajectoires avortées.
6. Le rôle déstabilisant de l'activisme américain (2003 terreau du chaos) et de l'impuissance européenne, et le retour de la Russie dans un contexte bien particulier l'après Crimée.
7. Le paradoxe de voir la présence étrangère mue par un impérialisme volontariste se transformer en présence contrainte imposée par des besoins sécuritaires.
8. Le rapport à l'État nation particulier, l'échec du panarabisme autant de forces de divergences legs de l'Histoire.
9. L'échec de la seule tentative d'organisation régionale, le CCG (Conseil de Coopération du Golfe) antichambre de la vision impériale de l'Arabie Saoudite.
10. Le peu d'efficacité de la communauté internationale : Conseil de Sécurité : non reconnaissance de la Palestine malgré les votes, non-respect de décisions du conseil de sécurité, guerres passant outre la légitimation par l'ONU....

Bref 10 raisons au cœur de la problématique du sujet : pourquoi la constitution d'un ordre régional est-elle impossible face à l'intérêt de puissances extérieures et aux prétentions de puissances régionales dans une région qui aurait pourtant tant d'atouts et d'ardentes obligations, pour être maîtresse de son destin ?

Proposition de plans :

On peut penser à un plan chronologique :

1. 1990-2003 l'ordre américain : sur fond de problèmes pétroliers, une vision volontariste du « democracy and state building ».
2. 2003-2011 : le désordre programmé : sur fond de « victoire ambiguë et d'incompréhension américaines, la dynamique de la désintégration.
3. 2011-2016 : sur fond de radicalisation des problèmes religieux et intercommunautaires, le chaos installé et l'ordre régional velléitaire ou avorté.

On peut penser à un plan par niveau :

1. 1990 – 2016 : un changement de donne dans l'ordre régional plaqué américain

A. Le pétrole du Moyen orient de moins en moins attractif ?

- Alors que le MO représente en 2014 47,7 % des réserves mondiales et aligne 5 des 10 premiers producteurs, et que depuis le pacte du Quincy la présence américaine dans le Golfe se justifie notamment par les avoirs pétroliers... Évolution sinon mutation radicale
- Peak oil dans les EAU, l'Afrique relaie partiellement le MO le 3e Golfe
- Les Conflits éclipsent les potentiels : Irak sous forage malgré réserves importantes estimées (8,8 % des réserves mondiales)
- Les conflits instrumentalisent le pétrole au service d'un islam radical EI et activent des trafics pétroliers (relais de la Turquie)
- Les sanctions (cf. Iran ou Irak pendant les guerres du Golfe pénalisent la filière pétrolière et les destructions de guerre (Koweït) Bref alors que le pétrole, Israël et la défense des lieux saints pouvaient être la clé de l'intervention extérieure américaine, ou que le pétrole

a pu être l'arrière-plan pour les néoconservateurs du « state and democracy building », en 2016 peut être n'y a-t-il plus cette urgence pétrolière ?

B. Une reconfiguration parfois artificielle des alliances

- Iran- EU passage de deux États face à face s'investissant (Rogue state face à empire du mal) accord nucléaire de 2015 qui reformats la politique étrangère américaine vis-à-vis de cet état voyou et de l'Iran vis-à-vis de Washington Le jeu démocratique paraît plus aisé dans ce contexte comme le prouve la lente et fragile émergence des forces démocratiques en Iran après l'échec de la révolution verte. Majorité parlementaire acquise au réformateur Hassan Rohani dont la priorité est moins (n'est plus) la destruction de l'État d'Israël contrairement à son prédécesseur Ahmadinejad L'Arabie saoudite à la même table des négociations que l'Iran face à l'EI en Syrie mais pas sur les mêmes positions sur l'avenir de la Syrie après le début de la rébellion contre Bachar Al Assad en 2011.
- La Turquie avec un nouveau tropisme vers l'UE stimulé par le problème des migrations et des hotspots de migrants
- Iran |EU| France hier s'affrontant sur la filière nucléaire désormais associés dans la lutte contre l'EI ou Al Nostra en Syrie, et définissant des domaines d'investissements (du tourisme à l'industrie automobile).
- La Russie polarisée hier sur son étranger proche qui revient dans le jeu. Elle a permis un accord sur le nucléaire iranien (ou ne l'a pas empêché) et elle intervient en Syrie fixe le cadre de la négociation du cessez-le-feu (sans Alep) et de l'avenir de la région par les bombardements (Alep).

C. de nouvelles menaces sous-jacentes

- La montée en puissance de l'EI qui remet en cause les frontières et les Etats nations phénomène nouveau. Une composante régionale qui emprunte à Ben Laden (rhétorique, islamisme, supranationalisme, califat mondial, antichristianisme, antisémitisme, instrumentalisation des médias et à Saddam Hussein (base territoriale le triangle sunnite en

Irak et l'appareil militaire. C'est plus qu'un mouvement, une marque comme AL Qaida mais un territoire, un Etat même s'il ne veut pas établir un Etat nation mené par la charia mais conquérir le monde musulman, et s'il se définit comme une expansion permanente. L'EI est susceptible désormais de s'enkyster même s'il connaît des reculs territoriaux (25 % depuis Octobre 2015) Cf. H. Védrine in le monde au défi. « A cheval sur la Syrie et l'Irak l'EI peut s'enkyster malgré la coalition occidental-sunnite et la coalition russo-iranienne, toutes deux plus ou moins convergentes L'organisation terroriste peut toujours essayer de déstabiliser une partie du Liban, de la Jordanie et le NO de la péninsule arabique Des entités associées se sont implantées et tentent de s'enraciner au Yémen au Sinaï en Libye au Sahel autour du Lac Tchad comme elles l'auraient fait au Mali jusqu'à Bamako sans l'intervention de la France. Dans l'hypothèse la pire où Daech s'enracinerait-on ne peut exclure que des États sunnites faibles ou inquiets voire d'autres Etats finissent par se résigner à traiter avec lui d'autant que la Turquie restera toujours moins mobilisée contre lui que contre les Kurdes à l'instar de l'Arabie Saoudite contre l'Iran... L'Iran ne peut à lui seul empêcher cet enracinement de Daech en Irak (sauf à Bagdad et dans le sud irakien chiite) Le statu quo qui s'enkyste pose alors aux voisins de Daesch mais aussi à l'Occident à la Russie à la Chine un épouvantable dilemme comparable à ceux qui le paralysèrent durant les premières années du régime bolchevique et du communisme chinois que faire de cette entité non éradiquée ? Faut-il traiter avec elle ? Cauchemar peu probable mais pas totalement impensable et qui laisse en suspens toute notion d'ordre régional, etc. Le djihadisme draine des jeunes (6000 européens 1800 Français avec onde de choc du terrorisme et réveil de cellules dormantes ou transférées via des migrants). L'affrontement turco kurde avec des Kurdes relégitimés par leur positionnement en Syrie et des victoires symboliques cf. Kobané.

- La Turquie qui a monnayé son entrée en guerre contre l'EI par une certaine liberté de manœuvre face au terrorisme kurde au PKK et à l'YPG (unités de protection du peuple). Elle abandonne les objectifs fixés par les critères d'intégration à l'UE.
- Les Kurdes sans Etat au cœur de la résistance à l'EI, base d'appui de la coalition au Nord de Mossoul et à Erbil, retrouve une crédibilité par les armes.

- De nouveaux défis émergent tout aussi déstabilisants que les fronts de guerre ; la pression migratoire syrienne (4,4M de réfugiés) sur la Turquie, le Liban, la Jordanie et le problème des réfugiés qui fait apparaître les divisions et faiblesses de l'UE (retour de l'histoire et de l'illibéralisme des pays de l'Est très peu enclins à accepter immigration).
- Le nucléaire qui reste source de conflictualité entre Israël et Iran malgré les accords sur le nucléaire de 2015. Pour Israël rien ne justifie de baisser la garde.
- L'onde choc des printemps arabes qui révèlent au grand jour l'impasse des monarchies du Golfe dans la répression (Bahreïn) ou dans un statu quo ou avancées cosmétiques (Arabie-Saoudite). Ces mouvements font peur aux dirigeants actuels et rendent encore plus hypothétiques toute marche vers la démocratie pluraliste et paritaire (avec en plus la disparition de la manne pétrolière à redistribuer).

Difficile donc de ne pas parler de nouveautés dans les rapports de force et pourtant rigidification de l'ordre régional dans cette zone belligène.

2. 1990 -2016 : des rigidités et impasses structurelles qui rendent impossible un ordre régional nouveau

A. Les fractures irréductibles

- Chiisme /sunnisme (déjà dès septembre 1980 avec la guerre Iran Irak, où les Frères musulmans arabes, les monarchies du Golfe, l'OLP d'Arafat soutiennent l'Irak comme rempart du monde arabe sunnite contre les Perses chiites), ravivé par l'écrasement de la révolution de Bahreïn et les conséquences du pèlerinage de 2015 (800 morts dont de nombreux iraniens) et surtout les divisions du Yémen (Houthistes soutenus par l'Iran face aux légalistes soutenus par Ryad à Sanaa) sur fond d'anathème des cheiks wahhabites saoudiens contre les hérétiques chiites. Radicalisation des positions, en remarquant que le seul Etat sunnite de la région hormis les monarchies de la péninsule est la Jordanie...

- Les impasses créées par des nationalismes passés (sionisme et arabisme instrumentalisés par les puissances extérieures) ou présents (Kurdes ; Iran, Syrie) gages de fractures....
- Israël, partie prenante de l'ordre (désordre) régional avec tensions exacerbées par le durcissement des positions envers le Hamas de la Bande de Gaza et le non-gradualisme des ripostes jugé comme tel par la communauté internationale (décembre 2008 opération Plomb durci) l'absence d'implication et de solution durant le 2ème mandat de Obama l'incapacité à dresser une feuille de route, le piétinement de la reconnaissance de la Palestine comme prévu par Bush et Obama lui-même et ce malgré forte pression de l'ONU (136 pays ont reconnu la Palestine dont dernièrement la Suède)
- L'imbroglio syrien avec le positionnement de Bachar Al Assad revisité après l'appui des Russes contre la résistance intérieure et plus accessoirement l'EI qui peut dire si la solution l'évince, totalement ou a besoin de lui ou de ses proches ?

B. L'impuissance de certains acteurs

- EU enfermés dans un leadership plus discret le « leading from behind » une politique étrangère minimaliste de paresse La pression du lobbying juif aux EU, l'échec de la reconnaissance de l'Etat palestinien l'échec en Irak où les Kurdes envisagent autonomie et non pouvoir tripartite (sunnites chiites et kurdes) échec en Afghanistan malgré des renforts sur le terrain (60000 hommes) au total.
- UE arlésienne au Moyen Orient. Manque de capacité d'anticipation de projection militaire d'unité (Syrie, en Turquie cavalier seul allemand) de prise de responsabilités (GB + France pas présentes aux premières frappes en Syrie) manque de recul submergée par les problèmes des migrants.
- Russie questions sur sa capacité à faire oublier Crimée Ukraine et tensions avec les Etats Baltes qui se remilitarisent. La Russie a-t-elle les moyens objectifs de poursuivre son

intervention de terrain (cf. déjà réduction des bombardements aériens) Questions sur les chocs : pétrole, sanctions et inflation.

- EAU : Qatar les volte-face de la diplomatie qatari et les contraintes liées au prix du pétrole. La baisse n'est plus seulement l'occasion pour eux de faire des réformes mais une rupture dans l'investissement de 700 mds de \$ en 2014 ils passent à 400 en 2015, et l'impact de l'absence de nouveaux projets se fera sentir dans 3 ou 4 ans. L'instabilité régionale ajoute à l'impuissance.
- Arabie saoudite problème de succession, problème des droits de l'homme (refus d'un siège comme membre du conseil de sécurité) et problème de gestion au quotidien fin des subventions à l'eau à l'électricité voire introduction de la TVA alors que impôt sur le revenu reste soumis à un anathème peuvent avoir des conséquences explosives sur les 30 M de saoudiens... IL n'échappe à personne que l'entreprise Ben Laden BTP a licencié 15000 saoudiens en 2016. Il faut que la nouvelle génération au pouvoir dans le Golfe comprenne les mutations comme Mohammed Ben Salman et aille plus loin que la création de fonds souverains (2000mds de \$).
- Problème du terrorisme Al Qaeda attaque des intérêts saoudiens, irakiens, syriens et dans une stratégie de visibilité par rapport à Daech est contrainte à tous les scénarios.

C. L'échec des grandes visions

- L'intervention dans la guerre du golfe de 90-91 est une tentative de remise dans le rang des perturbateurs régionaux Syrie Iran hésitation entre dissuasion et mise en œuvre d'un nouvel ordre régional. Certains pensent que le régime s'effondrera de lui-même et que les Eu n'ont pas à se poser la question d'un gouvernement alternatif sunnite chiite, kurde, baasiste ou fondamentaliste, islamique... ! De plus « gouverner un pays composé de chiites, de sunnites de Kurdes nous ne savions pas faire » général Scowcroft.
- Le 11/09/01 permettra de trancher : le 11septembre promet un type très spécifique de réaction américaine : déploiement unilatéral de la puissance militaire conséquence de la

combinaison complexe d'un sentiment de vulnérabilité ressentie (Amérique frappée au cœur dans des lieux symboliques) d'une innocence proclamée (« ils haïssent ce que nous sommes pas nos politiques ») du sentiment d'avoir été injustement frappés (par des barbares)... de là la riposte face à ce home grown terrorism (Al Qaeda d'origine saoudienne).

- La guerre globale contre la terreur se recentre sur le Moyen Orient. L'Irak focalise toutes les attentions. La question du who's next après la guerre en Afghanistan est rapidement résolue pour répondre à l'islam radical L'argumentaire réduit la menace terroriste aux Etats qui le soutiennent et glisse vers la menace de ceux qui cherchent à développer des armes de destruction massives la rhétorique crée de la réalité (bonne dose de self fulfilling prophecy, prophétie auto réalisatrice qui accélère l'intervention. L'Opération « Iraqi freedom », est rondement menée avec « Shock and Awe » (choc et effroi) achevée en Mai 2003 (sans consulter son père Bush) ouvrant l'ère du nation state building.
- Ordonner la région, mais pour quoi faire ? Tous les projets se chevauchent sans jamais s'ajuster. Le GMO adopté dès Carter, et base de l'intervention des EU dans la région, est visiblement en échec : pas de complémentarité économique ni de solidarité régionale ni de réels progrès de la démocratie le « clear hold build » de G. W. Bush est une déroute des néoconservateurs après la fuite en avant dans la guerre et si 2003 était l'acte de baptême du chaos.
- La vision de Petas une théâtralisation partielle de l'avenir.
- Un modèle turc ? Une illusion du retour à une diplomatie ottomane dans la région ; les printemps arabes ont d'autres sources.
- Le grand califat ? Grandeur et décadence sous les coups de boutoir de la coalition sans qu'il soit possible de parler de défaite même si les nouvelles formes de luttes (attentats extérieurs) sont révélatrices de problèmes.
- L'onde de choc des printemps arabes porteurs d'une démocratie mais mal enracinés voire dévoyés (cf. Egypte).

- L'Unesco, l'ONU et autres gendarmes du monde incapables de prendre à bras-le-corps le problème de l'identité palestinienne, le problème kurde écartelé entre Irak Syrie, Iran et Turquie écartelée entre stratégie anti EI et anti kurdes.

3. 1990 -2016 : d'un « chaos » peut-il naître un ordre régional dans un environnement si complexe ?

On pourrait appliquer à la région la formule d'un observateur de la situation libyenne « rien n'est moins sûr car aujourd'hui ce qui prime c'est le point de non-retour... une situation de trou noir ».

A. Les conflits qui s'enlisent

- Syrie malgré près de 260000 morts et un hypothétique cessez-le-feu et 4,4M de réfugiés qui sont les victimes de ces déchirements intercommunautaires, et de l'intransigeance de la dynastie Assad... Dont toutes les élections intermédiaires de re-légitimation sont des tragicomédies. L'accord sur la destruction des armes chimiques a-t-il même été opérationnel ?
- EI avec une capacité de nuisance emprise sur les héritages culturels depuis Palmyre jusqu'aux fondements de la civilisation sumérienne Capacité de résister, appel à l'étranger, nouvelle armée de jeunes endoctrinés renouvellement des cadres ex-irakiens Tchétchènes.
- Afghanistan où les talibans reviennent au premier plan attentats à Kaboul insécurité échec de négociations avec les chefs de tribus.
- Irak pouvoir central discrédité Maliki l'homme qui a reculé devant l'EI et a permis des prises symboliques (Mossoul barrage eau).

B. Les conflits potentiels qui dominent et minent les perspectives de stabilisation

- Israëlo-arabe : rien de nouveau dans le sens de la paix... au contraire même avec fuite en avant de Netanyahu (Jérusalem est avenue de Mosquées et colonies de peuplement).

- Egypte : se réarme et veut jouer un rôle régional au détriment de la révolution démocratique initiale elle se rapproche de l'Arabie saoudite.
- Iran-Arabie-Saoudite : conflits réactivés avec la brutalité de l'intervention à Sanaa.
- Iran et Emirats sur le contrôle du détroit d'Ormuz : rivalités avec Oman scenario de « war game » toujours plausible si deux navires supertankers y étaient coulés (on y joue à Davos).
- EU-Russie : retour à un bras de fer des 2 superpuissances avec des discours de type guerre froide après le Kosovo la Géorgie et le nouveau regard de la Russie vers la Chine.
- A ce stade, le CCG paraît une bien petite organisation de même que l'UPM... et autres coquilles vides ou creusets d'impérialismes régionaux.

C. la zone de toutes les peurs et de toutes les recompositions possibles

- Toute lecture des conflits est simplificatrice cf. l'opposition Arabie saoudite Iran réduite à arc chiite (Hezbollah, Hamas Irak, Syrie alaouite, Yémen, Houthiste) et front sunnite (alliés du Golfe, Turquie, Egypte) Sur le dossier syrien le Caire est plus proche de la Russie que de l'Arabie Saoudite De même aux EAU il existe une diversité de vues sur l'Iran entre Abou Dhabi et Dubaï ce dernier étant plus favorable aux développements de relations commerciales avec Téhéran plutôt qu'à une focalisation sur des questions sécuritaires. Ces difficultés à donner sens s'accompagnent de peurs multiples.
- Peur de l'extrémisme radical de EI qui risque de s'imposer au travers d'alliances car l'ennemi principal n'est peut-être pas l'EI (Cf. H. Vedrine op cit.)
- Peur de l'Autre : réfugiés qui font naître des comportements que l'on croyait révolus ; ostracismes populisme revanchard remise en question de Schengen.
- Peur de la dissémination nucléaire ; cela va même jusqu'au problème du lien terrorisme nucléaire.

- Peur d'un choc des civilisations dans cette région charnière peur de l'échec de toute gouvernance mondiale dans la région cf. Finul au Liban pas de stabilité cf. résolution sur le conflit israélo palestinien sans suite.
- Peur de la sur militarisation de la région cf. % du PIB consacrés aux armements qui en font la 2ème région militarisée du monde derrière la mer de Chine (Arabie Saoudite 9 % du PIB).

Bref au-delà de la complexité originelle de cette région difficile d'entrevoir un nouvel ordre régional du désordre naîtra-t-il l'ordre... ?. Pour l'heure, c'est plus affaire de poète désespéré que de géopoliticiens.

Conclusion : On laissera G. Kepel tenter d'apporter une réponse au sujet

« On assiste donc aujourd'hui à une recomposition régionale suivant une ligne sunnisme contre chiisme avec une guerre par procuration pour savoir qui exercera l'hégémonie dans la région ; soit l'Arabie saoudite soit l'Iran puisque l'Égypte autre puissance régionale traditionnelle est hors-jeu pour le moment.

La comparaison avec la guerre de Trente ans qui ravagea l'Europe au milieu du XVIIème siècle peut être éclairante ; elle a commencé en 1618 comme un conflit entre protestants et catholiques On la présente donc comme une guerre de religion mais c'est un masque. La vraie question était « quelle puissance allait dominer le continent ? Ce qui explique que la France de Louis XIII n'a pas hésité à aider les princes protestants allemands. IL s'agissait donc là aussi d'une guerre par procuration.

Aujourd'hui l'Arabie saoudite essaie d'imposer une hégémonie Mais elle manque de moyens, son armée envoyée pour rendre Sanaa au Yémen s'y enlise par faute de technicité ou de combativité Les Saoudiens ont aussi financé et financent encore les talibans afghans et les tribus yéménites Cette stratégie indirecte a atteint ses limites car l'ennemi est dans la place : on ne se bat plus aux frontières.

Le mieux placé est pour s'imposer l'Iran Ses rivaux potentiels (Irak, Syrie, Liban et même la Turquie sont en mauvaise posture, ses alliés Hezbollah milices chiites irakiennes se battent déjà sur le terrain Le pays a donc gagné aujourd'hui Mais sa victoire doit plus à l'instabilité au chaos qu'à ses propres forces et les Iraniens n'ont peut-être pas forcément intérêt à stabiliser la région. D'ailleurs localement aucun acteur ne considère que la stabilité est sa priorité et comme les Européens n'ont pas voulu intervenir on peut dire qu'on est dans la guerre de Trente mais plutôt au début » G. KEPEL L'Histoire décembre 2015 : de Sumer à Daech.



■ **Commentaire de carte :**

Titre : Une guerre froide saoudo-iranienne au Moyen-Orient ?

Source : Revue Moyen orient N°28 Oct. – Déc. 2015

Carte : les idées à valoriser

- Guerre froide ? 2 systèmes en effet qui s'affrontent politico religieux plus que politico économique sunnisme et chiisme avec autant de radicalité et de schématisme dans la propagande que EU Urss après 1945 (cf. Iran et accusations sur le pèlerinage de la Mecque de septembre 2015 où 464 Iraniens ont trouvé la mort).
- 2 systèmes qui tentent d'entraîner des partenaires régionaux dans leur confrontation : le front sunnite saoudien (Jordanie, mais aussi alliés du Golfe... Turquie Egypte) et l'arc chiite iranien (Iran Irak Syrie Liban et Yémen).
- Un relent de guerre froide à l'arrière-plan EU Russie car les russes ont été une entrave longtemps aux sanctions à l'égard de l'Iran ne les acceptant qu'avec les coudées franches en Syrie...
- Mais on est loin de la guerre froide cette « paix impossible et guerre improbable » décrite par R. Aron ; car :

Les confrontations sunnisme chiisme ont eu lieu (cf. 1980 la guerre Iran – Irak) mais rien ne garantit donc qu'elles ne soient improbables (depuis l'intervention militaire directe de l'Arabie saoudite au Yémen en cours depuis Mars 2015 contre les militants houthistes).

- Se pose aussi le problème de la nucléarisation seul l'Iran avait choisi cette trajectoire de rupture avec le traité de non-prolifération nucléaire donc pas d'équilibre de la terreur. L'Iran dispose de plus de moyens financiers avec la fin des sanctions l'Arabie saoudite moins avec la chute du pétrole.

- Critiques : au-delà d'une qualité louable (la perception des menaces, démarche intéressante pour décrypter des conflits) on s'interroge sur l'absence de l'État islamique, sur la référence assez floue à l'accord de Juillet 2015 Iran-EU, à l'impasse sur le CCG à la normalisation des conflits (pourquoi pas de typologie au regard des implications des 2 puissances).
- Portée : Une carte qui situe bien les velléités de deux puissances de jouer un rôle régional de créer un ordre régional face à l'impuissance des grandes puissances et des gendarmes du monde.



■ **Sujet 2 : L'internationalisation et la mondialisation depuis les années 1950 sont-elles permises la réduction des inégalités dans le monde ?**

C'est peu de dire que la problématique était dans l'air du temps. Des confessions de B. Obama sur son livre de chevet (T. Piketty le capital au 21 ère siècle livre salué par Paul Krugman « comme le plus important de l'année voire de la décennie » en passant par le nouveau J. Stiglitz « la grande fracture » « dont le sous-titre était pour le moins évocateur « les sociétés inégalitaires et ce que nous pouvons faire pour les changer ou les manifestations la Nuit debout, 1 % 99 %, « Occupy wall street » et à l'autre extrémité des populismes plus agressifs contre la « cosmopolitmondialisation » qui nuit aux plus démunis... rien ne devait manquer aux candidats pour faire de ce sujet un sujet bilan de la mondialisation de qualité au niveau de l'information de la réflexion et du débat.

Sujet certes de première année qui pouvait bien sûr être rehaussé d'exemples extraits du programme de deuxième année pour faire vivre réflexion et démonstration : inégalités régionales en Amérique Latine, fractures sociales au sein de l'exception américaine, distorsion croissante villes campagnes en Chine plongée dans le go global depuis des décennies.

Sujet formulé avec 3 originalités

1. le sens donné à la question : la mondialisation réduit elle les inégalités et pas les aggrave-t-elle ce qui paraît plus difficile à démontrer et invitait à une partie sur les convergences et les bienfaits d'une mondialisation féconde.
2. le graphique contenant des données multiples et récentes sur les inégalités mondiales du Malawi 250\$ par habitant à la Norvège 97500\$...sans être aussi explicite que la courbe de Lorenz qui indique la part du revenu total dont dispose chaque fraction la plus pauvre de la population étudiée.
3. une chronologie fournie mais pas démesurée pas trop didactique au regard de la pluralité des angles d'attaque du sujet.

Sujet enfin borné chronologiquement aux années 50 (chrono l'inévitable Alfred Sauvy 1952 concept de Tiers-monde) qui permettait de saisir les ambiguïtés et les ambitions de la 2e et 3e mondialisation.

Les 10 idées qui pouvaient figurer et devraient être valorisées

1. Les inégalités entre pays (revenus moyens par habitant) ont pu diminuer, mais repartent à la hausse après 2003, les inégalités mondiales écarts de revenus de la population mondiale sans tenir compte de la nationalité des personnes) ont souvent reculé mais les inégalités à l'intérieur des pays se sont creusées. la pauvreté a diminué, les inégalités sont majorées depuis 1990 et dans les pays pauvres d'autant plus que la pauvreté a reculé. (cf. F. Bourguignon)
2. La pluralité des inégalités en diversifiant les échelles d'analyses sanitaires, IDH, revenus, éducation, urbanisation, spatiales, hommes femmes, participation à la communauté internationale... et vécues plus ou moins comme telles.
3. La « moyennisation » des classes sociales sur la planète mais plus encore pour le Sud même si émergent des polémiques sur la notion de classes moyennes en Afrique où la sortie de l'extrême pauvreté ne peut raisonnablement déboucher sur un marché intérieur.
4. Les migrations soupapes de sûreté mais aussi vecteurs d'inégalités
5. Les initiatives internationales pour corriger les inégalités moins probantes que celles à l'aval de politiques nationales de rupture (OMD APD...)
6. Le lien entre mondialisation et inégalités car concomitance ne veut pas dire corrélation ou causalité : insister sur mondialisation libérale
7. L'actualité du sujet à l'heure de la globalisation financière qui occupe depuis 2008 et avant, un rôle central dans la production d'inégalités car le ruissellement n'a pas eu les effets escomptés ! (cf. Saskia Sassen Expulsion)
8. La mondialisation grise et sa contribution à renforcer les inégalités (paradis fiscaux...)
9. Les alternatives : s'indigner, résister, accepter la dé-mondialisation par crainte du déclassement...

10. Multiplier les exemples (hors Chine, Brésil) dépasser le simple tableau Nord Sud et au niveau théorique T. Piketty, F. Bourguignon, P.N. Giraud, J. Stiglitz, Rosanvallon, S. Kuznets... peuvent être invités.



■ **Proposition de corrigé : l'Internationalisation et la Mondialisation depuis les années 1950 sont-elles permis la réduction des inégalités dans le monde ?**

Davos janvier 2014 « les inégalités économiques n'ont jamais été aussi prononcées dans le monde » « le fossé persistant entre les revenus des citoyens les plus riches et ceux des plus pauvres est considéré comme le risque susceptible de provoquer les dégâts les plus graves dans le monde au cours de la prochaine décennie » un aveu dans ce qui reste le temple de la mondialisation libérale et peu avant l'ouverture du Forum C. Lagarde s'était inquiétée au FMI « que dans trop nombreux pays les bénéfices de la croissance ont profité à trop peu de gens ce qui n'est pas la bonne recette de la stabilité et de la durabilité de la croissance mondiale ».

À l'arrière-plan donc une mondialisation avec le double visage du dieu romain Janus « bifrons » avec sa face souriante et sa face grimaçante avec ses aspects inacceptables (risques traumatisants) et ses apports inestimables (frein aux risques) La mondialisation c'est tout à la fois le 24 Avril 2013 où 1135 personnes qui périssent dans l'incendie du Rana Plaza au Bangladesh victime de la surexploitation de groupes cyniques portés par la mondialisation (suivi d'ailleurs d'une évolution des législations sur les droits des travailleurs) et d'un autre côté un objectif (du millénaire 2015) atteint avec plusieurs années d'avance de réduction de la pauvreté car en 20 ans ce sont 700M de personnes qui sont sorties de l'extrême pauvreté par la mondialisation soit une population supérieure à l'Europe.

De là ce thème qui renvoie à 3 dimensions :

- Éthique : la « communauté internationale » peut-elle se constituer sans faire cas du sort de toutes ses composantes,
- Politique : les États sont-ils dépourvus face au phénomène ?
- Historique : y a-t-il fatalité et inexorabilité à cette poussée des inégalités sur le long terme ?

De là une problématique : y a-t-il fatalité à voir la mondialisation surtout financière et libérale à l'origine de la rigidification d'inégalités, alors qu'apparemment les écarts entre pays se réduisent, l'émergence se diffuse et que l'extrême pauvreté reflue ?

I La mondialisation a su s'imposer comme vertueuse, redistributive et « heureuse ».

Des convergences nées de l'interdépendance, un processus de réduction des inégalités apparemment amorcé ?

A. Les utopies, matrices de la mondialisation, de l'uniformisation et de l'égalisation.

- Le sans frontiérisme :
- L'ultralibéralisme : vers un marché unique... mondial L. R. E. Lucas prix Nobel en 2003 « parmi les tendances qui nuisent à une saine pratique de la science économique la plus séduisante et... toxique est la concentration sur les questions de répartition » ! invitation à aborder d'autres sujets.
- Le village global de Mac Luhan (pas de différence de fond entre les quartiers) la fin de la géographie, autant d'utopies fondatrices du bilan d'une mondialisation heureuse et égalitaire.
- La gouvernance mondiale ou un conseil de sécurité mondial : sa lente élaboration depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale et malgré des échecs, son exercice, conduisent certains à penser que la mondialisation et un processus canalisé, maîtrisé donc fécond et porteur de réduction d'inégalités des défis planétaires. Un monde trop inégal n'est pas toujours présentable macule les efforts déployés par les institutions internationales... de là des bilans laudateurs s'une mondialisation triomphante dans les années 70-90
- Sur la lancée de la première mondialisation... O'Rourke cf. convergence des salaires et des prix et développement de l'extrême occident suivant un tempo proche de l'Occident.
- La culture occidentale de l'international s'accommode mal de l'idée d'inégalité. « Le concert européen du XIXème et les 150 années westphaliennes qui l'avaient précédé avaient

construit l'international sur l'idée d'égalités : les Etats parties du Concert mais surtout ceux qui l'animaient étaient de facture et de capacité comparables sinon égales. On se combattait on s'entendait dans la ressemblance voire la similitude ». B. Badie.

B. le terrain, expression des dynamiques de convergence inter Etats.

- La DIPP : cf. P. Lamy dans « quand la France s'éveillera » édition Odile Jacob. Le monde s'est rétréci il s'est rééquilibré Le Tiers-monde a disparu des discours et en 2012 pour la première fois depuis le XVIIème siècle la richesse produite par le Sud a dépassé celle produite par le Nord et les PED compte pour la moitié des IDE et du commerce international... mais un peu moins aux voix du FMI ? DIPP porteuse, FMN (90000 et 900000 filiales) et délocalisations participent au rééquilibrage entre Etats. Emergence par vagues des NPIA aux Brics ou next eleven et autres pays candidats au développement (Civets) Comme cela s'accompagne de transferts de technologies partiels mais efficaces, de formation de main-d'œuvre pour pouvoir insérer les produits dans le marché mondial, de segments de production au cœur de l'outsourcing, d'usines tourne vis... L'effet réducteur d'inégalités est réel.
- Les Unions régionales et dans le cas de l'EUROPE convergence des économies française et allemande, dans les années 60-80 voire rebond des économies du Sud, Espagne, Portugal du moins jusqu'à la crise de 2008 Dévaluation des frontières. Emergences calées sur des modèles formatés occidentaux, et impression de convergence sinon réalité.
- La réalisation d'objectifs ambitieux : réduire la pauvreté de la moitié dans le monde objectif fixé en 2000 par l'Onu mais atteint avec plusieurs années d'avances EN 20 ans (1990 -2010) 700M de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté soit une population supérieure à celle de l'Europe ! C'est la grande pauvreté qui régresse même si elle frappe encore 1md d'hommes ce qui est considérable.
- La moyennisation de la société mondiale. Nouvelles classes moyennes en Asie, en Afrique : d'ici 15 ans elles ajouteront 3mds de personnes de nouveaux consommateurs aux 2mds qu'elles comptent aujourd'hui.

- La doxa du libre-échange (TTIP, partenariat trans-pacifique), avec un credo libre-échange = croissance, libre-échange = gagnant-gagnant, et à l'appui décollage des NPI ou de l'Amérique Latine (Chili) par la baisse des tarifs douaniers et l'inscription dans un schéma de libéralisation du commerce.

C. Les responsabilités directes de la mondialisation dans ce processus de rééquilibrage ?

Attention dans tout le devoir concomitance ne veut pas dire causalité ou corrélation

- La dynamique des flux, de l'interdépendance facilite ces évolutions dont IDE (1400mds de \$) et commerciaux 18000mds de \$) et migratoires (290M) et leurs effets distributifs.
- Les NCM qui, contribuent à des rattrapages fructueux cf. adhésion de la Chine à Doha en 2001 qui a accompagné réforme - internationalisation réduction de la pauvreté et essor des classes moyennes.
- La dynamique d'émergence qui inclue souvent la réduction des inégalités : cf. au Brésil 55% de classes moyennes au Chili membre de l'OCDE et spectre social moins large
- La Mondialisation qui pousse à désenclaver des territoires et souvent passage de la croissance au développement. On parlera des vertus disciplinantes de la mondialisation.
- La mondialisation tremplin vers la démocratisation ? cf. Corée du Sud et Taiwan ou alternances au Mexique
- La mondialisation peut faire progresser certains combats le socialement correct après bien sûr des épisodes dramatiques ou des entorses (Gap, Nike, Mango) cf. responsabilisation d'entreprises.
- Rejoindre la mondialisation, c'est rechercher une légitimité internationale et accepter des progrès.
- Même Fidel Castro s'y rallie : « la mondialisation est un phénomène incontournable conséquence du développement de la société » « Crier à bas la mondialisation équivaut à

crier contre la loi de la gravité comme il s'agit d'un phénomène incontournable il convient donc de s'y préparer et de s'interroger sur le type de mondialisation qui s'impose ».

II. **l'illusion de la convergence, le quotidien des fragmentations, de l'exclusion et des inégalités**

A. La mondialisation au péril des inégalités la cruelle réalité d' « une économie des buffets et des soupes populaires » Kimon Valsakakis

Kuznets « les inégalités sont un phénomène naturel » R Barro « le commerce mondial crée les inégalités », J. Sapir « la mondialisation appauvrit les pauvres des pays riches et enrichit les riches des pays pauvres, », J. Stiglitz P. Rosanvallon le nouvel âge des inégalités, P.N. Giraud. Trois formes d'inégalités sont générées par « cette » mondialisation : les inégalités économiques générales entre pays et à l'intérieur des pays, des inégalités patrimoniales intra générationnelles liées à l'instabilité économique entretenue par la finance globalisée et les inégalités environnementales intergénérationnelles car elles posent la question du monde que nous laissons aux générations futures ...

NB : En 1913 1% des mieux payés concentrent en France 25% de tous les revenus contre 27% en 2013 ... et pourtant !....

- L'évaluation des inégalités devient simple à formuler :
 - Le Qatar (dont le revenu est 226 fois supérieur à celui de la Centrafrique) est de fait un des intégrés à la mondialisation, l'autre est en marge.
 - en 1990 notion d'IDH avec la disparition du cadre de la guerre froide. Cela libérait la voie pour regarder en face les inégalités mondiales. La pression venant du Sud se faisait plus importante et l'entrée dans la mondialisation dans l'arène mondiale déverrouillée par la chute du mur de Berlin, faisait des contrastes des inégalités un enjeu des relations internationales.
 - L'Observatoire des inégalités met l'accent sur 2 inégalités : dans la détention de richesses. Patrimoine mondial de 250000 mds de \$ 83,4% des richesses accumulées sont détenues par

8,4% de la population mondiale Oxfam 1% détient 50% du patrimoine mondial chiffre contesté mais impression forgée durablement. Avec primat de l'Europe et des EU (2/3 patrimoine monétaire) et en 2012 60% des pays de la planète ne produisaient que 2% du PIB mondial et 5% soit 10 pays généraient 63% des revenus mondiaux !

- Les formulations chocs sont légions : Si on regarde les inégalités de production, des richesses et le produit dégagé par habitant un qatari moyen est 200 fois plus riche qu'un centrafricain moyen. Le Nord produit 70 de ses richesses avec 16% de la population ; Les formulations mathématiques confirment : indice de Gini et il s'accroît dans le monde. Les exemples caricaturaux sont légions : il faut travailler en moyenne plus de 15 jours pour s'offrir le ballon de la coupe du monde de football 2014 au Malawi ou en RDC mais 2 heures au Qatar ou en Norvège !
- Les décodages facilitent le diagnostic : Même s'il est incontestable que ramené à la population mondiale qui ne cesse de croître le nombre de pauvres disposant moins de 1,25\$ par habitant et par jour a diminué, en chiffres absolus comme les riches sont devenus plus riches la courbe des inégalités prend une allure ascendante ; en 1960 les 20% les plus riches gagnaient 30 fois plus que les 20% les plus pauvres aujourd'hui l'écart est de 1 à 74 !
- Les évidences demeurent : Inégalités Nord sud mais à l'intérieur du Sud Afrique subsaharienne et proches de pauvreté d'Asie centrale.
- Les Inégalités sont de toutes façons vécues : l'habitat est un bon critère à plusieurs titres cf. rapport ONU en 2001 1Md de mal logés situation due à la croissance vertigineuse des villes et on a dépassé le cap des 50% des urbains sur la planète Bidonvilisation Kibera(Kenya) Dharavi (Inde) i stigmates de la mondialisation avec des populations qui fuient l'inégalité des campagnes pour s'installer dansl'inégalité. France 3,5M de mal logés. Alimentation en eau très inégalitaire 834 M de personnes n'ont pas accès à « l'eau améliorée » de moyenne qualité consommée par les animaux et 3M n'ont pas une eau réellement sûre. Mondialisation fixe d'autres priorités que les infrastructures dites de confort. La faim régresse (860M de malnutris) et cultures de subsistance au cœur de la mondialisation délaissées au profit de

cultures de rente de cash crops exportées. cf. biocarburants contre les céréales. cf. insécurité alimentaire mondiale très liée à la pauvreté des uns et le jeu spéculatif des autres attisés par la quête de débouchés Inégalités de santé entre espérance de vie d'un Sierra léonais, 48 ans, 84 ans pour un Japonais. 50% des cas de sida aux EU touchent les afro américains qui en représentent que 12% de la population nationale

- Les Inégalités font partie des risques d'aujourd'hui et de demain. Inégalités devant la pollution. Dans les classements en tête une banlieue de Accra érigée en véritable poubelle de l'Occident mais aussi le fleuve Citarum à Java les tanneries du Bangladesh ou Kalimantan(Bornéo). Inégalités des minorités en matière d'emploi de logement de scolarisation (Roms musulmans)inégalités des sexes hommes femmes dans l'UE revenu d'une femme 17% de moins que les hommes , dans des secteurs que la mondialisation privilégie textile par exemple services de moyenne ou faible qualification .

De façon mécanique la mondialisation est au banc des accusés :

D. La mondialisation coupable ? « le nouvel âge des inégalités » P. Rosanvallon

« Une mécanique de tri généralisé sous l'effet de la concurrence généralisée » P. N. Giraud

- Le problème est celui des inégalités qui font système et se rigidifient voire se creusent : exploitation, de la main d'œuvre, capitalisme prédateur, darwinisme social porté par une mondialisation ultra libérale. Inégalités écologiques empreinte écologique d'un terrien équivaut à 2,7 hectares/habitant cad surface de 5 stade de football Il faudrait ramener ce chiffre à 1,7 mais que dire des EU à 5hectares /habitant un koweïtien à 10ha Afghan à peine un demi. Il y a plus que corrélation il y a lien de causalité ente mondialisation et inégalité.
- C'est aussi le problème d'inégalités programmées : villes / campagnes : maritimisation métropolisation sont des phénomènes intimement liés à la mondialisation qui cherche à se développer dans des zones urbaines où la main d'œuvre est abondante... fut elle misérable et drainée des campagnes comme sur la façade littorale chinoise (où le littoral (14% de la

superficie totalise 45% de la population, 60% du Pib, 84% des IDE et ... 96% des exportations chinoises).

- -Inégalités dans l'accès à la connaissance considérée par les Nations unies comme le 3ème élément fondamental pour l'émancipation et le développement A la limite prendre l'exemple de Cuba ou rupture relative avec la mondialisation et 13% du PIB à l'éducation et 100% d'alphabétisés taux d'accès à l'enseignement supérieur 67% dans les pays développés et 17% dans le pays les plus pauvres.
- C'est également le problème d'inégalités dans le processus de décision. La mondialisation a fonctionné avec une société internationale hiérarchisée, confisquée par certains donc vecteur d'inégalités. Cf. le Gatt et l'OMC dont l'accroissement des pays membres 163 n'a pas promu un NOEI. Cf. FMI dont le consensus de Washington a été facteur de désendettement mais à quel prix au niveau société la mise au pas des Pays très endettés s'est faite en diminuant le rôle de l'Etat et en marginalisant des « descamidado » ... et au FMI, les votes étaient même après DSK de 1,86% pour la Belgique (11M d'habitant) et de 0,4% pour l'Egypte (86M) 2,34 pour l'Inde (1,25mds) Cf. en Europe inégalités de statut un petit pays revote un traité (Irlande) un grand l'abandonne et le reprend de A jusqu'à Z La France. la diplomatie Sud n'est qu'embryonnaire .
- C'est bien sûr le problème des inégalités spatiales à l'aval d'une exaspération des concurrences sectorielles cf. « La mondialisation et la destruction des emplois et de la croissance » M Allais observation empirique mais pas dénuée de fondements. La mondialisation accélère la désindustrialisation (sauf Pays-Bas et un peu Allemagne et nouvelle catégorie d'individus apparaît les « travailleurs pauvres » dans des régions sinistrées (Limbourg luxembourgeois, pays basque espagnol, ou Détroit grands lacs ou Braddock ville fantôme sidérurgique de Pennsylvanie décor de la route post apocalyptique de Cormack mac Carthy.
- C'est enfin et surtout le problème de La financiarisation de l'économie mondiale facteur d'inégalités entre ceux qui peuvent disposer des services de « Panama » et ceux qui

croulent sous les crédits au logement ou à l'accès à l'université (cf. crise des subprimes et menaces systémiques actuelles sur la dette américaine).

Bref un cercle vicieux dénoncé par J. Stiglitz dans Vanity Fair « du 1% par le 1% pour le 1% » article qui a conduit au livre « le prix de l'inégalité », Il y constate « le cercle vicieux l'inégalité économique en s'aggravant devient inégalité politique qui donne un pouvoir sans limite à l'argent et débouche sur plus d'inégalité économique ».

E. La mondialisation libérale a de lourdes responsabilités dans le creusement des inégalités « la libéralisation commerciale a été organisée par les pays riches en ne tenant pas compte des effets de ce processus pour les plus pauvres » J. Stiglitz

- La vision libérale sans compassion si les pauvres sont miséreux ce n'est pas à cause de la mondialisation c'est qu'ils n'en bénéficient pas

P.N. Giraud rappelle cette position sans la partager bien sûr : « l'enrichissement de ceux qui bénéficient de la mondialisation finit par ruisseler jusqu'au plus profond des sociétés... Si malgré tout subsistent de rares perdants les gagnants peuvent toujours les dédommager » La pensée libérale est fondée sur l'idée d'une circularité des richesses d'un effet boule de neige de la croissance des échanges internationaux Si la mondialisation dysfonctionne c'est la faute des gouvernements trop interventionnistes incapables de préserver une saine concurrence de garantir les contrats entre les acteurs de préserver la sécurité des consommateurs

- La Mondialisation libérale : un itinéraire qui conduit à un Monde de plus en plus complexe, d'affrontements Elle « conduit à la brutalité et pas à la simplicité, à une démocratie plus proche du « système un dollar une voix qu'une personne égale une voix » J. Stiglitz.

- La mondialisation libérale n'est pas ce que l'on croit : une simple baisse de la pauvreté. Des inégalités croissantes sont la pathologie du capitalisme global : expulsion et appauvrissement des classes moyennes dans les pays riches, expulsion des travailleurs les

moins qualifiés La mondialisation opère un tri, éviction des petits fermiers dans les pays pauvres victimes du landgrabbing pour Saskia Sassen.

- La mondialisation libérale sélectionne les espaces les plus performants au détriment d'autres : Il n'y a de régions gagnantes que parce que certaines régions sont perdantes : villes littorales, littoral arrière-pays tiers monde utile et le reste Tiers monde d'éviction. Hubs, Zip EPZ (Export Processus Zone), avec nucléarisation de l'espace productif, et apparition d'un espace utile face à d'autres périphéries délaissées.
- La mondialisation libérale accentue les forces de divergence notamment la répartition inégalitaire des capitaux initiaux : les revenus du capital étant en partie proportionnels au montant détenu initialement une petite différence de départ peut amener à des écarts importants à l'échelle d'une ou de plusieurs générations. C'est ce que l'on nomme l'effet saint Matthieu qui reprend un passage de son évangile « car on donnera à celui qui a et il sera dans l'abondance mais à celui qui n'a pas on ôtera même ce qu'il a ».
- La mondialisation libérale accélère le dépérissement de l'Etat en lieu et place de sa rationalisation et supprime donc des moyens de correction des inégalités.
- Les réseaux épanouis dans la mondialisation libérale technologique sont paradoxalement vecteurs d'inégalités ... Ils ont pu être considérés comme réducteurs d'inégalités : combats émancipateurs libérateurs, démocratie, la globalisation numérique a été porteuse d'espoirs de libération mais attention aux clichés cf. les printemps arabes pas si liés que cela à la révolution des réseaux pour F. Encel surtout si on considère les illusions colportées sur l'Afrique des NTIC ; 754M de mobiles mais pas plus de 20% de smartphones internet inférieur à 20% Les ONG de plus en plus bâillonnées (enregistrement en Egypte) et si capitaux de l'étranger pour les faire fonctionner, suspicion.
- La mondialisation libérale est au cœur de 2 déplacements majeurs pour S. Sassen qui concourent aux inégalités durant ces décennies.

-Développement de zones de croissance du monde vers des régions extrêmes pour les opérations économiques clés : sous-traitance des activités industrielles de services du travail administratif dans des régions à faible coût et sans réglementation ou presque. Et parallèlement la création de villes globales en tant qu'espaces stratégiques pour fonctions économiques avancées.

-Second déplacement ascendant pris par la finance dans le réseau des villes globales, la finance développant des instruments complexes, permettant de titriser la gamme la plus étendue d'entités et de processus avec les effets multiplicateurs dus aux réseaux aux outils électroniques (dès 2005 630 trillions de \$ soit 14 fois le PIB intérieur brut global).

III. Les inégalités une fatalité dans la mondialisation ?

A. Les inégalités à l'aval de choix économiques sur le long terme :

« la mondialisation est ce que l'on en fait » Z. Laidi cf. J. Stiglitz « Pourquoi c'est Janet Yellen et non Larry Summers qui doit diriger la Federal reserve » 5ème partie de la grande fracture 2016.

- La réduction de l'extrême pauvreté doit avant tout à la politique volontariste de la Chine et rien à la mondialisation ou au consensus de Washington prescriptions néoclassiques pour gérer les crises (rigueur budgétaire , privatisations, libéralisations) Entre 1981 et 2011 753 M de Chinois sont passés au-dessus du seuil des 1,25 dollars par jour soit une réduction des pauvres qui suffirait à glorifier la mondialisation (de 84% à 12%) sauf que dans le même temps l'Afrique subsaharienne a vu le nombre de pauvres extrêmes doubler depuis 1981 et gagner 200M d'indigents.

- Tout dépend du type de croissance retenue pour Nicolas Meisel : L'élément déterminant est la manière dont l'emploi est redirigé s'il est affecté au secteur secondaire comme en Chine ou tertiaire formel comme en Inde alors la croissance du PIB est le plus souvent couplée à une réduction de la pauvreté. Si cette dernière s'accompagne d'un maintien de la main d'œuvre dans le secteur primaire ou d'une migration vers le tertiaire informel à

faible productivité comme en Afrique subsaharienne ou en Amérique latine alors l'élasticité du nombre de pauvres par rapport à la croissance du PIB reste faible et la pauvreté grandit malgré des taux élevés de croissance.

- Pour François Bourguignon, évolution aux cycles complexes : les inégalités se sont creusées les 4 dernières décennies le coefficient de GINI a retrouvé en 2015 le niveau de 1985 (55%) ce qui s'est modifié c'est le poids relatif des inégalités entre pays et à l'intérieur de chaque pays Les inégalités entre pays qui avaient diminué jusqu'en 1990 repartent à la hausse depuis 2003 et au sein de chaque pays elles n'ont cessé d'augmenter de sorte qu'il existe autant d'inégalités entre Etats qu'à l'intérieur des Etats situation inédite depuis la seconde guerre mondiale.
- Identifier les inégalités, c'est une façon d'en dénoncer des mécanismes. Pour T. Piketty, célébré par le magazine « Politico » comme un des 3 penseurs les plus influents du monde : le capital au 21ème siècle ou Christophe Darmangeat conversation sur la naissance des inégalités : les inégalités n'ont rien de naturel elles sont créées par l'humain, ses choix politiques économiques et sociaux et moraux.

Dans les 68 pages de l'introduction sur 976 pages. Le rendement du capital est supérieur au taux de croissance de l'économie d'où l'accroissement exponentiel des inégalités. En d'autres termes pour s'enrichir mieux vaut posséder du capital (foncier industriel ou financier) plutôt que de travailler. T. Piketty pense avoir trouvé une véritable loi de répartition du capitalisme « l'entrepreneur tend inévitablement à se transformer en rentier et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail. Une fois constitué le capital se reproduit tout seul plus vite que s'accroît la production. Le passé dévore l'avenir » Aujourd'hui la principale source de divergence génératrices d'inégalités croissantes vient de là : les revenus du capital augmentent toujours plus vite alors que ceux du travail stagnent plombés par une faible croissance économique Les courbes montrent qu'en ce début de 21ème siècle on est revenu à la situation du début du 20ème où une minorité de rentiers accumulent la plus grosse partie des revenus et des patrimoines alors que les inégalités s'étaient réduites au 20ème

C'est le retour du capital sur le productif Le rapport a pris la forme d'une cloche en U depuis 300 ans au début du 18ème siècle en France le montant du capital détenu par l'ensemble des agents économiques représentait plus de 7 fois le revenu annuel du pays ce montant va rester stable jusqu'à la première guerre mondiale où les ravages du conflit se traduisent par une destruction nette de capital dont la valeur tombe alors à 3 fois le revenu national ; la seconde guerre approfondit le phénomène et ce n'est qu'à partir du début des années 50 que le rapport capital revenu se redresse progressivement .

Structurellement il y a 3 siècles le capital était majoritairement constitué de terres agricoles ce sont aujourd'hui l'immobilier les actions qui en représentent la quasi-totalité en France le revenu moyen par habitant est de 30000 euros chaque habitant possède 180000 euros de capital répartis en deux moitiés égales : 90000 de capital logement 90000 de placements financiers. Ce retour du capital est une des grandes lois du capitalisme : un pays a tendance à épargner davantage quand la croissance se ralentit Le risque est donc de parvenir à une société bloquée ceux qui disposent déjà au départ d'un capital élevé verront leur patrimoine s'accroître durablement les autres feront du surplace. Cf. aux EU les 10% les plus riches possèdent déjà 72% du patrimoine total de ce pays ils gagnent sur les 2 tableaux des revenus et du patrimoine : ils font fructifier leur patrimoine et en tirent des revenus et ils augmentent leurs patrimoine en épargnant une partie de ces revenus D'après Sciences humaines février 2015.

Beaucoup de critiques sur des approximations et des erreurs qui en remettraient pas en cause les conclusions de T. Piketty, Xavier Timbeau et Guillaume Allègre économistes à l'OFCE contestent non pas les données montrant un rendement du capital supérieur à la croissance mais l'ordre des causes : « la causalité est inverse pour eux. C'est parce que les entrepreneurs arrivent à se transformer en rentiers qu'ils peuvent tirer un rendement excessif de leur capital.

D'autres comme Xavier Sala i Martin économiste américain spécialiste de la croissance endogène remet en question l'hypothèse de T. Piketty selon laquelle les taux de croissance par habitant devraient durablement décroître au 21ème siècle aucune tendance à long terme

dans ce sens. Pourquoi s'inquiéter que le taux de rendement du capital soit supérieur au taux de croissance économique ? Pour X. Sala i Martin c'est une des conditions de l'épargne sans laquelle il ne pourrait y avoir ni investissement ni croissance à terme.

D'autres ne voit dans le retour du capital qu'une bulle immobilière. Pour .G Giraud (Etat du monde) bulle immobilière des métropoles occidentales. L'accroissement artificiel de la valeur du patrimoine immobilier d'un ménage riche fournit une hausse de la valeur de son collatéral (cad de l'actif qu'il peut apporter en garantie d'un prêt bancaire qui lui permet à son tour de bénéficier d'un accès au crédit facilitant des opérations financière à fort effet de levier autrement dit c'est le ratio de levier des emprunteurs riches démultiplié par la bulle immobilière qui rend compte du problème contemporain des inégalités dans les pays du Nord.

B. Les inégalités pas une fatalité : les paris de la dé mondialisation, de la négation de la mondialisation, ou des combats pour une autre mondialisation

- . Le pari de la démondialisation, un autre monde serait-il possible ? Mode de production nouveau ou mode illusoire d'appréhension de la mondialisation ? Au regard de la crise de 2008 et des dérives inégalitaires de la mondialisation, l'idée d'un retour de l'Etat au service de l'Etat. Remise en cause de la vulgate libérale rééquilibrage de la mondialisation au service des pays du Sud et des travailleurs du Nord. C'est une volonté de réformer les régulations internationales et gendarmes du monde C'est le primat 'd'un libre échange organisé sur le libre-échange intégral de Walden Bello à J. Sapir voire P. Krugman qui n'est pas sûr de ne pas voir des enchaînements protectionnistes à l'aval des excès de la mondialisation. Ce projet est rendu difficile car pour Z. Laidi les défenseurs de ce processus régressif ignore le fonctionnement de la mondialisation ont une perception fausse des bienfaits du libre-échange dont la traduction est lente et diffuse. (Baisse des prix spécialisation efficace) le repli sur soi est utopique la préférence nationale dangereuse et inefficace L'interdépendance est telle qu'en achetant plus d'Airbus on en protège pas nécessairement l'emploi national au regard de la réalisation d'une partie des avions aux EU le made in France loué par certains serait coûteux sinon totalement impossible (300 euros un quart de smic).

Pour D. Rodrik l'hyper mondialisation est un mythe... Ce qui rend la dé-mondialisation plus facile à mettre en œuvre et moins rupture avec le passé. Elle est incompatible avec la démocratie et la survie de l'Etat nation. Mais parfois s'inclure dans la mondialisation c'est jouer le jeu de réformes démocratiques pour avoir une légitimité.

- Et si la mondialisation elle-même était un mythe ce qui interdirait de la rendre responsable de tout. P. Ghemawat 3% des Terriens vivent en dehors de leur territoire 2% des étudiants fréquentent une université étrangère Moins de 20% des flux internet sont transfrontaliers le commerce international représente moins de 20% du PIB mondial 7% de la production de riz est exportée ...autant de données remises en cause par l'intensité des flux et le ressenti de la dynamique d'interdépendance.

- l'altermondialisme dénonce

- La mondialisation qui ne marche que pour les riches J Stiglitz 85 fortunes multimilliardaires équivalente à la moitié la plus pauvre de la population. ... les 1% ou O, 1% ceux qui fréquentent la plage de Southampton... mais inversion souvent est proche de l'incantation.

-La mondialisation prédation cf. modèle énergétique énergivore américain, et Cop21 avec de toute évidence oubli sinon abandon du développement durable.

-La Mondialisation ultralibérale en crise mais pas vaincue doxa libérale encore dominante ?

-La Mondialisation plaquée projet citoyen démocratie participative forums n'en sont qu'à l'état embryonnaire.

-La Mondialisation confisquée demeure la règle cf. Oxfam 85 autant que 3,5mds. Et faiblesse des mesures contre les paradis fiscaux.

Mais est-il apte à proposer de véritables solutions aux inégalités :

« Construire la mondialisation : la seule réponse aux doutes de la mondialisation » Amartya Sen ...tâche des plus difficiles

C. Un véritable sens à donner à la mondialisation : la lutte contre les inégalités : une urgence

« La mondialisation ne sera jamais un chaudron à uniformiser » A Brender La mondialisation a besoin de *télos* autant que de *timon* : bien être, redistribution. Attention cependant à un catalogue des « y a qu'à ».

- Ce qui existe déjà :

APD : L'aide publique au développement (APD), en hausse de 66 % depuis l'an 2000, est restée globalement stable en 2014 dans les 28 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle a atteint 135,2 milliards de dollars (environ 124,1 milliards d'euros), représentant en moyenne 0,29 % de leur revenu national brut. Cette stabilité recouvre des situations très différentes, puisque l'aide bilatérale a diminué de 16 % dans les pays les moins avancés, à 25 milliards de dollars (près de 23 milliards d'euros), du fait de moindres annulations de dettes, et de 5 %, à 28 milliards de dollars (environ 26 milliards d'euros), en Afrique. En volume d'aide, la France figure parmi les plus grands pays donateurs aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon. On attend toujours un nouveau plan Marshall contre la pauvreté L'OMD ...avec encore des objectifs à atteindre cf. éducation très en retard ou accès à l'eau potable deux sources d'inégalités.

-Taxe sur les transactions financières et l'action citoyenne. Taxe de solidarité sur les billets d'avion introduite par J Chirac à peine une quarantaine de pays ont ratifiée. Parmi les 30 pays qui avaient accepté sa mise en place, seuls 9 l'appliquent : le Cameroun, le Chili, le Congo, la France, Madagascar, le Mali, Maurice, le Niger et la Corée du Sud. Au fil des années, la taxe est devenue la « taxe Air France ». La taxe de solidarité est la principale ressource de l'organisation internationale Unitaid, qui finance la lutte contre les grandes pandémies (sida, paludisme, tuberculose) dans les pays pauvres.

- Quelques tentatives de moralisation des paradis fiscaux : neutralisation des montages hybrides, classements des paradis se succèdent, mise au point d'indices d'opacité financière

qualitatifs et quantitatifs s'empilent, promesses de transparence de la part d'Etat s'accumulent et restent des promesses. Mais on est loin de l'inversion des mouvements de capitaux ... et la City de Londres, désignée comme «le plus grand paradis fiscal» (D. Pihon) puisqu'elle abriterait à elle seule 55% des dépôts offshore, n'a pas encore été inquiétée jusqu'au Brexit Des sites comme paradis fiscaux 2 proposent de détecter... les meilleurs paradis fiscaux.

-Des mouvements de résistance : hier Porto Alegre et les forums sociaux des mouvements ATTAC aujourd'hui nuit debout, indignés de la puerte del sol, occupy wall street et candidature S. Bernie ...ambiguïtés des combats populistes

- Ce qui pourrait exister

-Il faut jouer sur les forces de convergence formation éducation, ce qui permet une hausse du capital humain, étape décisive pour intégrer le progrès technologique et réduire le travail non qualifié source d'exclusion ;

-Il faut jouer sur une croissance élevée car une croissance économique faible tend à reproduire les inégalités par manque de transformation dans la structure de l'activité, et le dégagement de peu d'opportunités.

-Il faut une révolution fiscale comme le propose T. Piketty pour éviter tout déterminisme Certes on peut tout attendre des « patriotie millionnaires » (Buffet, Soros) qui essaient de redistribuer leur fortune. (cf. loi Buffet taxant de 30% les revenus des super riches en 2011). Mais dans l'urgence on peut mettre en place une politique. Sans la politique de fiscalisation des revenus adoptée pendant la première guerre mondiale il n'y aurait pas eu de baisse des inégalités que l'on a connu au 20ème et à l'inverse sans la dérégulation des marchés financiers et la mise en concurrence fiscale des Etats nées de la libre circulation des hommes et des capitaux les inégalités ne seraient pas autant reparties à la hausse ...

-Taxe sur la fortune à l'échelle mondiale pour éviter l'exode fiscal ? réduire l'enrichissement n'est pas appauvrir les détenteurs de ce capital (ex pour T Piketty avec un taux nul sur les

patrimoines inférieurs à 1 million d'euros, une taxe de 1% sur la partie comprise entre 1 et 5 millions d'euros et 2% au-delà au niveau de l'UE, 2,5% de la population seraient touchés pour une recette publique équivalente à 2% du PIB européen ce qui redonnerait des marges à l'action publique pour financer éducation recherche investissements autant de domaines réducteurs d'inégalités.

Il faut une réhabilitation des fonctions tutélaires des États cad politique redistributive et de réglementations dans des cadres nationaux cf. J. Jaurès « plus d'internationalisme éloigne de la patrie trop y ramène ».

Il faut de véritables débats sur les véritables enjeux du libre-échange contre l'idée que le libre-échange mondial est le partage d'un gâteau mondial (critique du TIPP et du TAFTA).

- Ce qu'il faut ne pas oublier :

-La lutte contre les inégalités est un réducteur de violence : c'est un des facteurs les plus susceptibles de contribuer à une prospérité économiquement soutenable Il est avéré que les ménages les plus riches (le fameux 1% mis en exergue par l'indice d'Atkinson sont aussi ceux qui polluent le plus. La réduction du train de vie des habitants du Nord est donc une nécessité

-Mais tout reste à inventer et ce même avec les utopies de 19 ans ! (Jim Harrison une vengeance : « 19 ans l'âge où chacun d'entre nous atteint son zénith de sottise idéaliste »)...

Conclusion : déjà R. Aron

« Dans une humanité en voie d'unification l'égalité entre nations revêt la signification qu'avait autrefois l'inégalité entre classes Les conditions de vie varient aujourd'hui entre continents ou entre pays plus qu'elles ne l'ont jamais fait. En même temps la perception de l'inégalité s'étend tandis que la résignation à la pauvreté et au destin est de plus en plus rare » Raymond Aron l'aube de l'histoire universelle 1961